

Et si les Britanniques revotaient ?

Royaume-Uni L'option d'un second référendum est désormais crédible, malgré l'opposition de Theresa May.

Éclairage Tristan de Bourbon
Correspondant à Londres

Le gouvernement britannique a lancé, mardi, les préparatifs en vue d'une sortie de l'Union européenne sans accord. Or les députés n'y sont pas favorables, ce qui pourrait ouvrir la voie à l'organisation d'un second référendum sur le Brexit.

1 Comment cette option est-elle devenue crédible ?

Depuis l'officialisation le 14 novembre de l'accord entre le Royaume-Uni et les vingt-sept autres pays membres, les Britanniques sont libres de quitter l'Union. Les députés refusent cependant d'effectuer le grand saut. Seuls 230 élus (sur 639 votants) soutiennent pour le moment l'accord négocié par Theresa May. Incapables de s'entendre mais quasiment tous déterminés à éviter une sortie de l'UE sans accord, ils pourraient considérer la tenue d'un second référendum comme la solution la moins pire pour sortir de l'impasse actuelle.

2 Qu'en pensent les partis conservateur et travailliste ?

La dirigeante conservatrice Theresa May est totalement opposée à cette option. La Première ministre a rappelé lundi aux membres du Parlement qu'*"il n'a jamais été suggéré lors de l'organisation du référendum en 2016 qu'il puisse y avoir un second référendum. On avait promis aux Britanniques que le résultat de leur vote serait appliqué"*. Elle leur a donc demandé solennellement de ne pas rompre *"la foi du peuple britannique en essayant d'organiser un autre référendum. Un autre vote provoquerait des dommages irréparables à l'intégrité de notre politique, parce qu'il dirait aux millions qui ont cru en notre démocra-*

tie que notre démocratie ne fonctionne pas." Selon elle, *"un autre vote diviserait encore plus notre pays au moment même où nous devrions agir pour l'unir"*.

L'opposition travailliste est tout aussi résolue, même si Jeremy Corbyn, eurosceptique historique, se garde bien de le déclarer afin de maintenir l'unité de son parti (31 de ses députés soutenant officiellement un nouveau vote). C'est d'ailleurs la raison qui l'empêche jusqu'à présent de déposer une motion de défiance contre le gouvernement : s'il la perdait – ce qui est probable à l'heure actuelle –, il ne pourrait forcer l'organisation d'une élection anticipée. Comme il l'avait promis lors du congrès de son parti en septembre, il devrait alors soutenir l'organisation d'un second référendum.

3 Quels sont les obstacles à l'organisation d'un second vote ?

La première est temporelle. *"Il faudrait environ vingt-deux semaines pour organiser un référendum"*, assure Meg Russell, professeur de politique britannique à l'University College London. *"Il faut que le Parlement vote en faveur de sa tenue puis sur la question à poser à l'électorat."* Or, le Brexit est censé avoir lieu le 29 mars 2019. Cela obligerait le gouvernement à réclamer auprès de Bruxelles une extension du délai. Le Royaume-Uni devrait également organiser des élections européennes le 23 mai pour disposer de députés à l'ouverture de la prochaine session du Parlement européen en juillet. Les deux autres obstacles sont politiques. *"Il est possible que le Parlement accepte le principe d'un second référendum mais ne parvienne pas à légiférer sur la question à poser"*, poursuit Meg Russell. Si elle y était forcée, Theresa May proposerait alors au vote les seules options de quitter l'UE avec l'accord actuel ou sans accord. D'autres députés voudront offrir aux électeurs la possibilité de demeurer au sein de l'UE. Les débats s'annoncent houleux.

Enfin, un second référendum n'aura pas lieu si la Première ministre parvient à convaincre assez de députés d'approuver son accord lors du vote prévu la semaine du 14 janvier. Plusieurs Brexiteurs, jusqu'à présent très revendicatifs, ont fait part lundi de leur volonté de se rallier à elle, sans doute échaudés par la possibilité de voir le Brexit filer entre leurs mains.